

ABDELMADJID MENASRA, CHEF DU FRONT DU CHANGEMENT : «Non au quatrième mandat de Bouteflika»

«Même si j'estime qu'il a parfaitement le droit de se présenter, je suis néanmoins contre le quatrième mandat pour Bouteflika. 15 ans, c'est trop pour une personne», a affirmé Abdelmadjid Menasra, toujours chef du Front du changement (FC) proche des Frères musulmans. Il a fait cette déclaration lors d'un point de presse qu'il a animé à l'issue d'un meeting organisé par son parti à Boumerdès.

Avant de lancer cette sentence, l'ancien membre de la direction du MSP a dressé durant son intervention, une liste des échecs du président, particulièrement en ce qui concerne les réformes lancées pendant les trois mandats présidentiels. Selon Menasra, le premier mandat a été consacré à la réforme de l'école.

L'ancien ministre de l'Industrie dans l'un des gouvernements de Bouteflika, a comparé l'Ecole algérienne à un garage où ne sont dispensés actuellement, ni l'enseignement ni l'éducation. «Le second mandat a été consacré aux réformes économiques. Il a eu pour résultats les scandales de Khalifa et Sonatrach», dira-t-il devant un auditoire qui lui est acquis. Le noyautage de la scène

politique par une flopée de partis politiques sans assise politique, la restriction des libertés, la fraude électorale, l'élection d'un parlement faible par ailleurs illégitime, sont, entre autres, les résultats atteints lors du troisième mandat supposé être consacré aux réformes politiques.

«L'autorité qui dispose de moyens politiques, législatifs et financiers mais qui ne peut garantir un minimum de liberté, la dignité, un poste de travail ou un logement décent aux citoyens perd sa légitimité.»

Décodé en termes simples, Menasra dit à Bouteflika : «Dégage !» «Ce n'est pas le gouvernement qui a mené ces réformes. Elles ont été menées de manière bureaucratique», rétor-



Menasra dresse la liste des échecs de Bouteflika.

quera-t-il à notre question sur sa présence et celle du MSP dont il a été un cadre dirigeant, au gouvernement et au sein de l'Alliance présidentielle pendant toute la période de la mise en chantier de

ces réformes. S'agissant de l'amendement de la Constitution, le chef du FC pense qu'il devra être l'objet de la compétition électorale pour les présidentielles. Il est donc pour son report. L'orateur

a par ailleurs fait allusion, devant ses partisans, sur les tractations en cours, avec son ancien parti, le MSP de Soltani, ainsi que le Mouvement El Bina (Harakat El Bina), en cours de création par des contestataires sortis des rangs du FC, avec à leur tête Mustapha Belmadi, afin de créer un grand mouvement unifié. C'est en fait, une tentative de recoller les morceaux de ce qui reste du MSP légué par Nahnah, ce qui semble être mal parti.

En effet, une source sûre du Front el Bina, qui a requis l'anonymat, a nié l'association du nouveau parti, Harakat El Bina en l'occurrence, à ces tractations.

Par ailleurs, le conférencier a affirmé que Ghoul, un autre contestataire du MSP qui a créé quant à lui le TAJ, a été sollicité pour réintégrer la famille des islamistes ; tendance Frères musulmans. Ce dernier a décliné l'invitation voulant s'accrocher à tout prix, aux basques présidentielles.

Abachi L.

CRISE AU MALI

Des partis algériens appuient une solution négociée

Une délégation malienne du Parti du rassemblement pour le Mali a fait la tournée, jeudi, des quartiers généraux de certains partis politiques algériens. Conduite par le conseiller personnel et spécial du président du parti, Cheikh Amar Diara, la délégation a été reçue notamment aux sièges du TAJ, du Front El Moustakbal, du FLN et du RND.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Les échanges, très amicaux, ont porté évidemment sur la situation qui prévaut au Mali et les perspectives qui sont offertes pour une sortie de crise. Il en est ressorti que le parti malien et ses vis-à-vis algériens sont en phase pour dire que la solution à la crise malienne passe nécessairement par une réconciliation nationale. Le TAJ du ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, a exprimé son soutien à une sortie de crise pacifique, articulée autour de la solution politique négociée et la réconciliation entre Maliens.

Le Rassemblement pour le Mali a, de son côté, indiqué qu'il fonde beaucoup d'espoirs sur les élections pour un retour à la normale dans le pays. Pour le parti malien, les élections sont à même de redonner aux institutions politiques maliennes la force nécessaire et la légitimité qui permettront de dépasser la crise. Mêmes articulations politiques au siège du Front El Moustakbal où la délégation malienne a été reçue dans l'après-midi de jeudi. Belaïd Abdelaazi, le président du Front, s'est montré partisan de la réconciliation inter-maliens. Il a d'ailleurs appelé au dialogue entre les différents segments politiques actifs au Mali. Chez le FLN, le ton n'a pas varié. La position du FLN est celle défendue officiellement par l'Algérie, à savoir une solution pacifique qui préserve et les intérêts maliens et l'intégrité territoriale du Mali.

Abderrahmane Belayat, qui coordonne le bureau politique du FLN, en attendant l'élection d'un secrétaire général du parti, a souligné son soutien à toute initiative susceptible d'aider à surmonter la crise en dehors des ingérences étrangères. Mais il semble, pour les Maliens, plus facile à envisager qu'à réaliser. D'ailleurs, la délégation du Rassemblement pour le Mali a avoué l'incapacité des instances politiques actuelles à régler la crise. La clé d'une solution pérenne passe, a-t-elle fait remarquer, par l'organisation d'une élection présidentielle en juillet prochain.

Une perspective difficilement réalisable tant la situation reste toujours précaire au plan sécuritaire, notamment dans les territoires du Nord où la France et d'autres contingents africains sont en opération depuis plus de trois mois. L'ingérence étrangère est déjà là, même si le RND, qui a également reçu la délégation du parti malien, a appelé à une réconciliation nationale entre Maliens et qui bannit toute forme d'ingérence étrangère.

S. A. I.

PROCÈS À HUIS CLOS DE J. M. BAROCHE ET SES COACCUSÉS

La presse interdite de salle d'audience

Ce jeudi matin s'est ouvert au tribunal criminel près la cour de justice de Annaba, le procès des huit personnes poursuivies dans l'affaire de pédophilie, viols, production et commercialisation de films à caractère pornographique, avortement, création de lieu de débauche et incitation à la débauche, non-dénonciation de crime et sollicitation de privilèges indus notamment, selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation. Le verdict est finalement tombé : 7 ans de prison pour Baroche et 5 ans pour son chauffeur.

Toutefois, le début du procès a été marqué par un certain flottement dans la prise de décision d'évacuer la salle pour des auditions à huis clos, à la demande de la défense des victimes dont certaines étaient encore mineures au moment des faits.

Au début, le président du tribunal Brahim Mamène avait exclu l'évacuation des journalistes de la salle d'audience, estimant qu'il s'agit d'un procès normal et que les sentences qui seront prononcées au nom du peuple algérien «ne peuvent qu'être équitables» et doivent être portées à l'opinion publique à travers les médias. Mais ce n'était pas l'avis de la défense des accusés et des parents des victimes qui maintenaient leur exigence de faire évacuer la salle. De ce fait, la séance fut levée et la cour s'est retirée durant une vingtaine de minutes, lors desquelles il y aurait eu des discussions qui ont abouti à l'évacuation des journalistes de la salle où il ne devait rester en principe que les jurés de substitution pour un éventuel remplacement de ceux déjà désignés, les accusés, les victimes et les avocats. Mais grande fut la surprise des gens de la presse, pour la manière de leur évacuation par le service d'ordre qui fut à la limite de la



Le tribunal criminel d'Annaba a examiné ce jeudi l'affaire du français.

correction. La présence des journalistes dans ces lieux était dictée uniquement par leur souci d'informer du déroulement du procès d'une affaire qui a fait couler beaucoup d'encre depuis sa découverte à la fin du mois d'avril 2012. Malheureusement, ils ont constaté la non-évacuation de plusieurs autres personnes qui ne devaient pas être là vu la décision souveraine de la cour d'instaurer le huis clos. Le déroulement du procès s'était étalé de jeudi à 9h jusqu'à 11h du matin du lendemain vendredi, sans pour autant prendre fin.

Il a repris le vendredi à 9h du matin pour enfin se terminer en début de soirée du même jour. Les quelques échos et même le verdict ont été glanés par les journalistes grâce à l'amabilité de certains avocats de la défense dont maîtres Mustapha Anouar, président de l'Ordre national des avocats, Mesbah, Boutamine, Farah, Kadi, du

barreau de Annaba, Ould el Hocine Drifa, du barreau d'Alger, et deux autres des barreaux de Constantine et d'Oran qui se sont relayés pour défendre leurs mandants. Ainsi, nous avons appris que le représentant du ministère public a requis 10 ans de prison ferme pour Baroche, l'ex-vice-président de l'APC de Annaba Abdenasser S. et Ridha B., le chauffeur du Français. Pour l'employée de l'administration, A. Fadhila, et le gynécologue Youcef M., le procureur a requis 5 ans de prison. Ces cinq mis en cause sont incarcérés depuis fin avril 2012 à la maison d'arrêt de Bouzaâroua, commune d'El Bouni (Annaba). Pour les trois autres médecins, deux gynécologues et un généraliste, le représentant du ministère public a demandé trois ans de prison. Ce procès aura duré deux jours et une nuit avec une suspension de quelque sept heures.

A. Bouacha